

BURKINA FASO



Unité – Progrès - Justice



**PREMIERE SESSION DU COMITE
PREPARATOIRE DE LA QUATRIEME
CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE
FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT**

DECLARATION DU BURKINA FASO

Prononcée par :

S.E.M. SYLVAIN YAMTIGUINGDA YAMEOGO,
AMBASSADEUR, REPRESENTANT PERMANENT ADJOINT,

ADDIS ABEBA, le 23 juillet 2024

(Vérier au prononcé)

Messieurs les Co-Présidents ;

Distingués invités ;

Mesdames et Messieurs ;

Le Burkina Faso salue et adhère aux déclarations faites par le G77 plus la Chine, et s'aligne sur la position des autres pays en développement concernant les enjeux du financement du développement.

Cette réunion revêt une importance capitale pour notre pays. Elle nous permet d'évaluer les progrès accomplis et d'identifier les contraintes rencontrées dans la réalisation de nos objectifs communs, dans un contexte mondial marqué par de nombreuses crises multidimensionnelles.

Le Burkina Faso, à l'instar des pays de la Confédération de l'Alliance des Etats du Sahel, fait face depuis une décennie à une crise sécuritaire qui sape ses efforts de développement.

Face à ces défis, le Gouvernement a adopté le Plan d'Action pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD), financé sur des ressources propres et des ressources extérieures issues de la coopération pour le développement.

Malgré lesdits défis, notre peuple fait preuve d'une grande résilience. Nous nous sommes engagés résolument dans des actions visant à promouvoir le développement économique et social, la bonne gouvernance, et la lutte contre la corruption.

Dans le domaine du financement du développement, nous avons enregistré des progrès dans la mobilisation des ressources domestiques, avec une progression moyenne annuelle de 13,3% sur la période 2016-2022. Le renforcement du mécanisme de partenariat mondial a également permis de doubler l'aide publique au développement sur cette même période.

Tout en remerciant nos partenaires pour leurs soutiens multiformes, je lance un appel à l'ensemble de la communauté internationale pour une solidarité agissante dans la mise en œuvre des ODD.

Le Burkina Faso s'est résolument engagé dans la mise en place d'un Cadre National de Financements Intégrés (CNFI), conformément aux recommandations du Programme d'Action d'Addis-Abeba. Nous avons déjà produit un rapport de diagnostic, une stratégie nationale de financement intégré, et une feuille de route pour sa mise en œuvre.

Par ailleurs, mon pays a adhéré à l'initiative internationale visant à développer un nouveau cadre statistique pour mieux mesurer les apports financiers destinés à la promotion du développement durable et l'atteinte des ODD.

Messieurs les Co-Présidents ;

Le Burkina Faso reste convaincu qu'une coopération internationale renforcée, mettant au centre de ses interventions l'humanité et l'efficacité, demeure une solution dynamique aux perspectives de développement de nos États et de nos populations.

C'est pourquoi nous appelons à des réformes profondes lors de la quatrième conférence sur le financement du développement prévue en 2025, notamment :

- ✓ La réforme de l'architecture financière internationale et de la gouvernance des institutions financières multilatérales ;
- ✓ La réforme des quotes-parts du FMI et la suspension de sa politique de surtaxe ;
- ✓ La réforme de l'architecture de la dette souveraine mondiale ;
- ✓ La réorientation des droits de tirage spéciaux (DTS) vers les pays en développement ;
- ✓ La lutte contre les flux financiers illicites ;
- ✓ Le renforcement de la coopération fiscale internationale.

Nous nourrissons de grands espoirs pour le Sommet du Futur et les autres discussions importantes à venir, notamment la Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement.

Je vous remercie.